



Après le discours de François Mitterrand,

## CONTINUITÉ ET AUSTÉRITÉ

Tirant le bilan des élections municipales et de la dévaluation, François Mitterrand vient de lancer des appels à la justice sociale, à la poursuite des réformes entreprises depuis deux ans, au refus de l'austérité, à la mobilisation et à la formation de la jeunesse, à la solidarité envers les travailleurs immigrés, au développement du Tiers Monde, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes bafoué par les deux superpuissances, au désarmement.

On ne peut que souscrire à de tels objectifs qui correspondent pour l'essentiel à la défense des intérêts des travailleurs de notre pays. Mais force est de constater que sur de nombreux points la politique mise en œuvre, en particulier depuis juin 1982, ne correspond pas au message qu'a voulu transmettre François Mitterrand.

La baisse du pouvoir d'achat des salaires en 1982, les cotisations sociales supplémentaires, la réduction des prestations sociales, en particulier de celles versées aux chômeurs, s'en sont pris aux intérêts des travailleurs et relèvent de la mise en œuvre d'une politique d'austérité. Si des mesures ont été prises pour la formation et l'insertion professionnelles des jeunes, elles sont loin de correspondre aux besoins d'une jeunesse qui reste la première touchée par le chômage et l'absence de perspectives.

Les budgets 82 et 83 ont vu une multiplication des aides aux entreprises, des subventions, des allègements de cotisations sans que suivent ni les investissements, ni la création d'emplois. Au contraire, la spéculation, l'exportation des capitaux se sont poursuivies de plus belle.

Les déclarations gouvernementales de ces derniers mois concernant les travailleurs immigrés, accusés d'être responsables des grèves dans l'automobile, ont pris le contre-pied de la nécessaire riposte unitaire de toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire contre les campagnes xénophobes et racistes de la droite.

A côté des déclarations de Cancun ou de Mexico favorables au développement du Tiers Monde et à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la politique gouvernementale est restée marquée par la défense des intérêts de l'impérialisme français, la perpétuation de la domination et du pillage, le maintien des DOM-TOM dans le statut de colonies françaises.

Abordant le bilan des élections municipales,

François Mitterrand a souligné « l'inquiétude » qu'ont exprimée les électeurs au premier tour, « même si au second tour la confiance l'a emporté en fin de compte sur le doute ». Une telle appréciation correspond-elle à l'analyse lucide des résultats ? La victoire de la droite dans 30 villes de plus de 30 000 habitants et beaucoup plus de villes plus petites, le recul de l'électorat de gauche, tant par rapport à 1977 que par rapport à l'élection présidentielle, viennent amplifier les succès de la droite aux cantonales de mars 1982 et créent une situation dangereuse qu'il faut regarder en face pour en tirer toutes les leçons.

Il a beaucoup été question, depuis le 13 mars, d'« avertissement ». L'intervention de François Mitterrand ne permet pas de dire si cet avertissement sera entendu par le gouvernement ou si celui-ci sera amené, pour combattre l'inflation, rétablir l'équilibre commercial, soutenir les entreprises qui exportent, respecter l'équilibre financier de la Sécurité sociale, à amplifier le changement d'orientation de la politique gouvernementale intervenu après la précédente dévaluation en juin 82, à savoir une politique d'austérité pour les travailleurs.

Car l'austérité n'a rien de fatal. Il est possible et nécessaire de s'attaquer aux causes de la crise, de l'inflation, du déficit extérieur : combattre la domination du dollar ; contrôler les changes ; taxer la spéculation ; protéger le marché intérieur de l'agressivité des multinationales américaines, japonaises ou allemandes ; contrôler réellement les prix, les marges et les plus-values ; soumettre les aides aux entreprises à la réalisation effective des investissements et des créations d'emplois ; augmenter les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes ; remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde.

Mettre en œuvre une telle politique implique de prendre appui sur les aspirations et revendications des travailleurs, sur leur mobilisation, leur action, leur unité d'action. François Mitterrand, aussi, a souligné la nécessité d'une telle mobilisation. Mais pour se traduire dans la réalité quotidienne, il faudra plus que des objectifs généraux, il faudra des actes concrets en faveur des intérêts des travailleurs.

Pierre Bauby - 23 mars 1983



## Dévaluation,

### S'ATTAQUER AUX CAUSES DE LA CRISE

Après la dévaluation du 21 mars, deux voies sont aujourd'hui possibles.

La première consiste à s'aligner davantage sur la politique d'austérité menée aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, c'est-à-dire prendre de nouvelles mesures d'austérité pour les travailleurs : baisse du pouvoir d'achat, cotisations supplémentaires, diminution de la consommation populaire. Une telle voie pourrait améliorer les profits capitalistes, mais entraînerait l'augmentation du chômage, l'aggravation des conditions de travail et de vie des travailleurs, de plus grandes déceptions et démobilisations de ceux-ci.

La seconde est de s'attaquer aux causes-mêmes de la crise, aux responsables de la spéculation, de l'inflation, du déficit extérieur, en prenant appui sur les aspirations et revendications des travailleurs et sur leur mobilisation.

Pour ce faire, il est possible et nécessaire en particulier de :

1.- Combattre la domination du dollar et du marché impérialiste mondial : contrôler strictement les chan-

ges, limiter la convertibilité du franc, taxer toute sortie de capitaux et les placements spéculatifs, protéger le marché intérieur afin de résorber les déficits des échanges en particulier avec les USA et la RFA.

2.- Pour réduire l'inflation, contrôler sérieusement et à tous les niveaux, de la production à la distribution, les prix, les marges et les plus-values et prendre des mesures contre toute forme de spéculation.

3.- Contrôler l'utilisation des aides publiques aux entreprises afin que celles-ci se traduisent effectivement par des investissements et la création d'emplois en France.

4.- Défendre et améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, en particulier des bas et moyens salaires et augmenter les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes.

5.- Remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, négocier des accords bilatéraux avec ces pays, sur la base de l'égalité et des avantages réciproques, proposant le non-recours à des monnaies intermédiaires.

### LA CONFÉRENCE SUR LA PALESTINE DOIT SE TENIR A PARIS!

Nous nous associons pleinement à l'exigence exprimée par l'Association de solidarité franco-arabe dans un communiqué du 19 mars dernier :

*« C'est avec un certain étonnement que l'Association de Solidarité franco-arabe vient d'apprendre que le gouvernement français s'opposait à la tenue à Paris d'une conférence sur la Palestine décidée par les Nations-Unies, et qui aurait dû avoir lieu à l'UNESCO en août 1983.*

*« Comment la France (...) peut-elle céder aux pressions inadmissibles de ceux qui continuent d'occuper le Liban après l'avoir bombardé et qui oppriment et expulsent les populations chrétiennes et musulmanes des territoires arabes de Cisjordanie, de Gaza ou du Golan? (...)*

*« L'Association de Solidarité franco-arabe soucieuse de voir s'instaurer un véritable dialogue entre toutes les parties concernées, demande instamment au gouvernement français d'accepter que cette conférence sur la Palestine se tienne comme prévu à Paris, mais aussi qu'elle y participe (...). »*

### INFORMATIONS PALESTINIENNES EST PARU

Le premier numéro du bulletin mensuel édité par le bureau de l'OLP est paru. (3, rue Mérimée 75016 Paris).

## BLOC-NOTES

• Le Comité central du PCML s'est réuni les 19 et 20 mars pour sa XIV<sup>e</sup> session. A son ordre du jour : le bilan des municipales et les perspectives d'action pour les mois à venir ; la préparation du V<sup>e</sup> Congrès du parti.

• Au sommaire de *Travailleurs* d'avril : dans la rubrique « Parlons ensemble », une discussion sur les dernières municipales avec Roland Cayrol, chercheur à la Fondation nationale des Sciences politiques ; une étude des projets de statut de la Fonction publique et de démocratisation du secteur public ; l'analyse des récentes mesures gouvernementales ; un « voyage » au Syndicat de la Magistrature avec l'interview de Jean-Paul Jean, vice-président ; une enquête sur le terrain dans les ateliers de Citroën-Aulnay ; des articles sur des questions internationales : la réunion de l'OPEP, le sommet des non-alignés, l'Afrique du Sud, le Cambodge, les conséquences des élections allemandes ; une interview de *I Muvrini*, groupe corse de chanteurs et musiciens...

Le dossier (supplément abonnés) de *Travailleurs* est consacré à l'apartheid en Afrique australe. On peut se le procurer séparément au prix de 3,00F.

• Le 20 mars, plus d'un millier de personnes se sont rassemblées à Paris pour les « Dix heures contre le racisme » organisées par le MRAP, salle Bataclan. Des militants de notre parti et une délégation de son Comité central, comprenant Pierre Bauby, Michel Loubignac et Gilles Carpentier, ont participé à ce rassemblement.

Abonnement à PCML Flash  
un an : 60,00 F

Abonnement groupé  
PCML Flash et *Travailleurs* mensuel  
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

### NOUVEAU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le Conseil des ministres du 16 mars a adopté les trois projets de loi portant réforme du statut de la Fonction publique. Concernant 4 millions de travailleurs, cette réforme étend le champ d'application du statut de la Fonction publique aux agents des collectivités territoriales, aux centaines de milliers de non-titulaires de celles-ci comme de l'Etat ; elle constitue une reprise du terrain concédé depuis 1958 du fait des attaques de la droite et permet la satisfaction de certaines revendications.

Une première analyse de cette réforme, ainsi que du projet de loi sur la démocratisation du secteur public, paraît dans *Travailleurs* d'avril.